



COMMUNIQUÉ DE PRESSE – 20/05/2026

IVG, violences, précarité, IST :

le Planning Familial face à une pression record en 2025

Le Planning Familial publie son rapport d'activité 2025 et demande la gratuité des préservatifs !

Hausse des demandes d'IVG, progression des violences signalées, accès renforcé à la contraception : le Planning Familial dresse, dans son rapport 2025, le portrait d'une année intense, marquée à la fois par des avancées politiques et une pression croissante sur ses services.

Avec **82.494 contacts enregistrés en 2025**, dont plus de 61.916 demandes directes, l'association confirme son rôle central dans l'accompagnement en matière de santé affective, sexuelle et reproductive. Cette augmentation s'accompagne de plus de 20.578 consultations, couvrant aussi bien le suivi médical que le soutien psychosocial.

Parmi les tendances majeures, l'interruption volontaire de grossesse reste au cœur de l'activité. En 2025, 1.254 femmes ont introduit une demande d'IVG, soit une hausse de 5 %. 990 interventions ont été réalisées au Planning Familial, principalement dans les premières semaines.

Le Planning Familial tient toutefois à préciser que cette augmentation concerne les demandes et les interventions réalisées au sein de notre association. À ce jour, il n'existe toujours pas de statistiques nationales sur les IVG, ce qui ne permet pas d'établir une évolution globale à l'échelle du pays. Nous appelons également à aller plus loin dans l'amélioration de l'accès aux droits, notamment à travers l'extension du délai légal pour l'IVG, passant de 12 à 14 semaines.

Cette progression s'inscrit dans un contexte de réforme, avec la **suppression du délai de réflexion obligatoire**, considérée comme une avancée importante pour les droits des patientes. L'association appelle néanmoins à aller plus loin, notamment via l'extension du délai légal de 12 à 14 semaines.

Le rapport met également en lumière une réalité préoccupante : la persistance des violences. En 2025, 296 victimes de violences intra et extrafamiliales ont été accompagnées, en hausse de 6,5 %. Les données sont sans appel : dans 87 % des cas, l'auteur est connu de la victime, et plus d'une victime sur deux a subi un premier abus avant 18 ans. Le Planning Familial plaide notamment pour l'imprescriptibilité des crimes sexuels, aujourd'hui prescrits au bout de dix ans.

La contraception : un modèle performant... mais incomplet

En 2025, le Planning Familial a distribué :

- 38.640 préservatifs
- 11.500 pochettes de gel

- 1.520 tests de grossesse

Malgré ces résultats, l'association souligne un paradoxe : si la contraception est gratuite depuis 2023, les préservatifs ne sont toujours pas entièrement intégrés dans les dispositifs de gratuité publique.

Un plaidoyer fort pour la gratuité des préservatifs

Le Planning Familial insiste sur une revendication centrale : **la gratuité des préservatifs accompagnée d'une large campagne de prévention comme mesure de santé publique essentielle.**

Car contrairement à d'autres méthodes contraceptives, le préservatif est le seul moyen permettant à la fois de prévenir les grossesses non désirées et les infections sexuellement transmissibles (IST). Dans un contexte marqué par une **augmentation des IST en Europe, une augmentation alarmante au Luxembourg** et une demande croissante de dépistage, l'association estime que leur non-inclusion dans le système de gratuité constitue un manque majeur.

Au-delà de l'enjeu sanitaire, la question est aussi sociale : **le coût reste un frein pour certains publics**, notamment les jeunes et les personnes en situation de précarité. Pour le Planning Familial, rendre les préservatifs gratuits et accessibles partout (écoles, lieux publics, structures sociales) serait une mesure simple, efficace et immédiatement impactante.

Au-delà des soins, le Planning Familial renforce ses actions de sensibilisation. Plus de 8.800 personnes ont été formées en 2025 sur les questions de santé sexuelle et affective.

L'éducation sexuelle reste un levier clé, alors que la désinformation et certains discours conservateurs continuent de freiner l'accès à une information fiable.

60 ans d'engagement et une pression grandissante

L'année 2025 a également marqué les **60 ans du Planning Familial**, accompagnés d'événements de sensibilisation et de mobilisation.

Parallèlement, l'association a obtenu la **reconnaissance d'utilité publique**, renforçant sa légitimité et son rôle institutionnel.

Face à l'augmentation des demandes, le Planning Familial prévoit de renforcer ses dispositifs : outils numériques, permanences élargies, formation des professionnels et actions ciblées vers les publics vulnérables. Mais le diagnostic reste clair : malgré les progrès, **les droits sexuels et reproductifs demeurent fragiles.**

Et pour l'association, une chose est certaine : garantir un accès réel à ces droits passe aussi par **des mesures concrètes, comme la gratuité des préservatifs, encore aujourd'hui incomplète.**

Contact presse

Fatima Rougi – frougi@pfl.lu – Présidente du Conseil d'administration du Planning Familial

Contact Planning Familial : communication@pfl.lu – Tél. : +352 48 59 76 50

Site : www.planning.lu

Pièces jointes : le discours de la Présidente et le rapport 2025.